



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

police de sécurité du quotidien

Question au Gouvernement n° 1852

Texte de la question

POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN

M. le président. La parole est à Mme Nadia Essayan.

Mme Nadia Essayan. Ma question s'adresse à M. le secrétaire d'état auprès du ministre de l'intérieur, et concerne les trafics de drogue.

Monsieur le ministre, vous êtes venu il y a quelques semaines dans le Cher, département où j'ai été élue et que vous connaissez bien, car vous y êtes né et vous y avez grandi.

À Bourges, vous vous êtes déplacé dans différents quartiers pour vous rendre compte sur le terrain de la manière dont la police de sécurité du quotidien – la PSQ – s'est mise en place et pour échanger avec les acteurs de terrain, dont les policiers nationaux et municipaux et les gendarmes.

Ces échanges étaient aussi destinés à écouter les habitants de ces quartiers et ceux qui y travaillent. Ainsi, vous avez participé à la salle municipale du Hublot, dans un quartier prioritaire de la politique de la ville, à une réunion pendant laquelle votre attention a été appelée à plusieurs reprises sur l'insécurité qui règne dans ces quartiers, en raison de trafics de stupéfiants qui attirent de nombreuses personnes.

M. Thibault Bazin. Eh oui !

Mme Nadia Essayan. Selon les habitants, « les lieux de deal sont connus et reconnus, les vendeurs sont connus et reconnus, mais rien n'est fait par la police ». Nous savons que les services de police travaillent ardemment sur ce problème en menant des enquêtes très longues, qui, lorsqu'elles aboutissent, donnent lieu au démantèlement de gros réseaux. Mais les citoyens qui habitent ces quartiers ne comprennent pas comment il est possible que des jeunes se livrent au trafic de drogue au vu de tous, sans que les forces de l'ordre n'interviennent pour mettre un terme aux infractions.

Alors qu'arrivent des drogues de synthèse de plus en plus dangereuses, et que leur consommation ne cesse d'augmenter, comment expliquer aux citoyens que les trafics se déroulant sous leurs yeux et parfois sous les caméras de surveillance, ne soient pas pris en compte immédiatement par les forces de l'ordre ? D'autant que le trafic de drogue, illégal et dangereux, entraîne un sentiment d'insécurité chez les habitants.

Alors, monsieur le ministre, que comptez-vous faire pour éradiquer ce phénomène qui prend de l'ampleur et qui inquiète fortement les habitants de Bourges et Vierzon, comme de la majorité de nos villes ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes MODEM et REM.*)

M. Fabien Di Filippo. M. Castaner surveille déjà les boîtes de nuit !

M. Bruno Millienne. Jaloux !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur. Madame la députée, vous avez raison de souligner que nous nous sommes rendus à Bourges. Vous étiez là, d'ailleurs, avec vos collègues François Cormier-Bouligeon et Loïc Kervran. Nous avons visité ces quartiers dont je suis issu, vous l'avez rappelé : les Gibjoncs, la Chancellerie et le Moulon.

Nous avons eu l'occasion de voir comment se met en place la police de sécurité du quotidien. Je rappelle que nous avons dédié des patrouilles dans ces quartiers, que nous avons affectées sur ces territoires.

M. Christian Hutin. La police de proximité est une excellente chose !

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État . Nous les avons rencontrées. Nous avons patrouillé avec elles. Elles ont noué des partenariats de terrain importants avec tous les acteurs. Ce sont des éléments et des gages de la sécurité dans l'ensemble des quartiers français que ces partenariats avec les bailleurs sociaux, les représentants de l'éducation nationale, les associations et les villes – celle de Bourges, en l'occurrence, très impliquée à travers sa police municipale.

Vous avez néanmoins raison de souligner que cette action ne serait pas totalement efficace si elle ne s'accompagnait pas d'investigations judiciaires en profondeur pour lutter contre les trafics des stupéfiants qui frappent également les quartiers nord de Bourges.

Je tiens à saluer le travail remarquable effectué par la brigade de sûreté urbaine de la direction départementale de la sécurité publique du Cher, qui, en 2018, a démantelé trois réseaux en profondeur, dont un dans le quartier des Gibjoncs, où 3 kilos d'héroïne, soit 60 000 euros, avaient été écoulés. Cette action, évidemment, nous allons la poursuivre.

Oui, nous avons rencontré les habitants de quartiers. Nous leur avons expliqué que notre action est invisible, puisqu'elle est menée de façon extrêmement confidentielle, en utilisant la vidéoprotection dont vous avez parlé, afin de démanteler en profondeur les réseaux.

Nous avons discuté avec la préfète du Cher et avec le procureur des moyens d'améliorer l'action de la brigade de sûreté urbaine de Bourges, qui passe sans doute par un renforcement des moyens humains. Nous y travaillons. Soyez assurée qu'il s'agit bien d'une priorité. *(Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et MODEM.)*

Données clés

Auteur : [Mme Nadia Essayan](#)

Circonscription : Cher (2^e circonscription) - Mouvement Démocrate et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1852

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [4 avril 2019](#)